

Circulaire DM-T/P n° 22713 du 20/03/89 relative à la sécurité des installations de gaz dans les résidences mobiles

- Type : Circulaire
 - Date de signature : 20/03/1989
 - Etat : en vigueur
-

(Non parue au JO)

NOR : INDR8980002C

La question m'a été posée des conditions de sécurité qui doivent être imposées aux résidences mobiles en ce qui concerne l'utilisation du gaz (conditions d'installation et conformité aux normes des appareils).

Par la circulaire du 29 février 1988, le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme, ont précisé les conditions dans lesquelles des résidences mobiles pouvaient être assimilées aux *caravanes* définies par l'article R. 443-2 du code de l'urbanisme.

En accord avec cette circulaire et après avoir pris l'avis du comité technique de la distribution du gaz, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après la position à prendre sur la question indiquée ci-avant et plus précisément sur l'articulation à retenir entre les divers textes susceptibles d'être appliqués (arrêtés traitant de la sécurité des installations de gaz, respectivement dans les locaux d'habitation et dans les caravanes).

Si la personne qui met sur le marché une résidence mobile (à défaut son utilisateur) déclare qu'elle respecte les dispositions de la norme de sécurité NF S 56-200 rendue obligatoire pour les *caravanes*, autocaravanes et fourgons aménagés par l'arrêté du 19 septembre 1983, les conditions d'équipement et de vérification des installations de gaz sont celles définies par ces normes et arrêtés. Les divers matériels pour lesquels le respect des normes françaises est rendu obligatoire doivent, conformément à l'arrêté du 19 septembre 1983, avoir été admis à la marque NF.

Dans le cas contraire, où une telle résidence ne respecte pas l'ensemble des dispositions imposées par l'arrêté du 19 septembre 1983, il y a lieu de considérer la résidence comme un *local d'habitation* soumis à l'intégralité des dispositions de l'arrêté du 2 août 1977 et des divers textes pris pour son application, notamment les arrêtés modifiés du 15 juillet 1980 et du 22 octobre 1980, rendant obligatoires diverses spécifications et normes françaises.

A défaut de normes françaises pour un matériel donné, l'agrément de mon département doit être obtenu (art. 4 de l'arrêté du 2 août 1977).

S'agissant de réglementations de sécurité et compte tenu d'accidents graves que pourraient provoquer des installations non conformes ou l'utilisation d'appareils non homologués, je vous demande de veiller à la bonne application des dispositions de la présente circulaire et de me saisir, sous le présent timbre, de toute difficulté qui pourraient être rencontrées dans l'application de la présente instruction.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'industrie :

L'ingénieur général des mines,

A.-C. LACOSTE